



# **NOUS VOULONS UNE EUROPE SOLIDAIRE ENGAGÉE POUR L'ENVIRONNEMENT DÉMOCRATIQUE**

**CONTRIBUTION FÉDÉRALE**  
ADOPTÉE À PARIS, LE 19 SEPTEMBRE 2018



# Contribution fédérale

adoptée par le Conseil fédéral du 19 septembre 2018

Nous, socialistes européens, jugeons que les défis de la mondialisation ne peuvent être relevés que par un renforcement des institutions et des régulations de l'Union européenne, particulièrement dans les domaines de la démocratie, de la transition écologique et des solidarités.

A l'inverse des partisans d'un retour à des solutions nationales prétendant défendre les «*identités culturelles*» des pays de l'UE, nous affirmons avoir besoin d'une Europe toujours plus forte pour affronter un monde où les rapports de force entre puissances sont en constante évolution.

La fédération de Paris, ses sections et ses militants ont lancé dès le mois de juin une vaste réflexion participative sur les questions européennes sous forme de cafés débats avec des intervenants extérieurs, de réunions internes et de groupe de travail sur des sujets spécifiques.

Des militants parisiens du PSOE, du PSP et du Parti démocrate italien ont été associés à cette démarche qui a puissamment alimenté [la ruche socialiste](#).

Les militantes et militants de la fédération entendent se mobiliser dans une vigoureuse campagne de proximité. Celle-ci ne sera efficace que si nous sommes capables de présenter à nos concitoyens des propositions crédibles, visibles, concrètes et proches de leurs préoccupations. C'est pourquoi nous avons privilégié trois domaines :

- **les solidarités,**
- **l'environnement,**
- **la démocratie.**



# Solidarités

Nous socialistes avons l'ambition de « *ne laisser personne au bord de la route* ». Notre solidarité n'est pas charité, elle s'inscrit au cœur de la notion de citoyenneté européenne. Dans cet esprit et malgré le contexte de possible diminution des ressources de l'UE créé par le Brexit, nous exigeons la sanctuarisation des budgets européens de solidarité.

## Fonds d'intégration et de développement territorial pour les personnes migrantes

Nous proposons la mise en place d'un « Fonds d'intégration et de développement territorial » européen bien doté. Les collectivités territoriales européennes, sous réserve de l'acceptation par leur gouvernement, pourront solliciter auprès de ce fonds, le financement de l'accueil des personnes migrantes et de l'intégration des réfugiés qu'elles veulent accueillir. En même temps, elles obtiendront le financement de leurs propres projets de développement et d'investissement pour un montant égal. La solidarité sera ainsi récompensée par un soutien au développement des territoires qui bénéficiera non seulement aux personnes migrantes et réfugiées mais aussi aux plus démunis.

## Services publics

Face aux défis globaux (finance dérégulée, transformation du travail, réchauffement climatique, migrations) et intérieurs (chômage, démographie, concentration urbaine, santé, vieillissement et dépendance) qui menacent la cohésion européenne, les services publics de qualité, ouverts et transparents sont la garantie de la compétitivité et du développement économiques mais aussi la première protection de la qualité de vie des citoyens.

En conséquence, l'évolution des SIG (Service d'intérêt général) et des droits sociaux doit se poursuivre pour adapter les solidarités par :

- la redéfinition des champs du service public et l'élargissement du périmètre des services non économiques d'intérêt général,
- la mise en place de dérogations pour permettre à des SIEG de s'extraire des règles de la concurrence lorsqu'une solidarité accrue s'avère indispensable à des populations (par exemple dans les zones rurales),
- L'élaboration d'un accord-cadre prévoyant un panier minimal de services publics européen.

## Protection sociale européenne

Aujourd'hui l'Union européenne profite de la mondialisation sans pour autant supporter les coûts sociaux qu'elle peut entraîner. Nous souhaitons aller progressivement vers une protection sociale européenne (notamment dans les domaines de l'assurance chômage et de la lutte contre la pauvreté).

## Co-développement

Nous souhaitons mettre en place une réelle politique de co-développement avec l'Afrique et le Moyen-Orient afin de permettre aux populations de ces régions du monde de disposer de leurs propres ressources naturelles, minières et foncières.

## Refus de l'extraterritorialité du droit américain

La nécessaire solidarité avec des partenaires extra-européens ne peut être dépendante d'injonctions extérieures. Le premier combat à mener par l'Europe puissance est celui du refus de l'extraterritorialité du droit américain. Il ne suffit pas de lutter contre l'isolationnisme et l'unilatéralisme, il faut mettre fin à la prétention universelle du droit américain, impérialisme néo-impérialiste qui menace la souveraineté des Etats, y compris des alliés fidèles des Etats-Unis. Les défis du monde appellent une action collective.

Le multilatéralisme doit être le cadre collectif de cette action. Les désordres de la mondialisation, les excès de la financiarisation, le pillage et le saccage de la planète appellent l'édiction de règles fermes, élaborées en commun et protégeant les biens communs.

# Transition écologique

Chaque texte européen, y compris les futurs traités, doit prendre en compte l'impératif environnemental : l'UE ne doit négocier d'accords commerciaux qu'avec les pays s'engageant durablement à respecter les accords de Paris, et exiger une compensation systématique du coût carbone des échanges.

Nous proposons que l'Union européenne se dote d'une fiscalité carbone qui favorise les circuits-courts et qui pénalise les déplacements inutiles de marchandises.

## Généralisation et uniformisation du tri-sélectif en Europe

Nous demandons l'harmonisation des consignes de tri des déchets d'emballages ménagers afin de faciliter la compréhension des filières de la part des citoyens européens. Cette harmonisation doit s'accompagner des actions suivantes :

- Prévoir de suite les filières de recyclage notamment en sensibilisant les acteurs économiques et les entreprises.
- Mettre à contribution les industries pour organiser et financer les filières de recyclage.
- Revaloriser l'écotaxe de participation.
- Réintroduire le système des consignes.
- Développer la tarification incitative en faisant payer les producteurs au poids ou à la quantité.
- Proposer une directive pour définir les obligations de la grande distribution et la répartition des invendus alimentaires.

## Création d'un éco-organisme européen de traitement des déchets issus de la consommation de tabac

Les mégots sont une plaie pour l'environnement. 30 milliards de mégots jetés chaque année en France, une durée moyenne de 12 ans pour se dégrader, une pollution des sols, réseaux d'eau et des nappes phréatiques avec des produits toxiques et des métaux lourds. Nous ne pouvons pas accepter ce coût environnemental et budgétaire énorme pour la société et pour cela, la création d'un éco-organisme européen financé par les industriels du tabac permettra de structurer réellement une filière de traitement qui incitera tous les acteurs à plus de responsabilité.

## Promouvoir une normalisation de l'écoconception des emballages

Il n'est pas acceptable de voir les emballages faire primer le marketing sur l'efficacité et la sobriété environnementale. Aussi, nous recommandons que le Parlement européen prépare la mise en œuvre de règles contraignantes pour les emballages des produits : tendre vers l'obligation d'emballages biodégradables ou recyclables, obligation d'écoconception du cycle de vie des emballages, ratio contenu/contenant, ...

Par ailleurs, et en lien avec l'encadrement des emballages, nous proposons la création d'un système européen de consigne pour le plastique en polyéthylène téréphtalate et la fixation d'un taux minimum de bouteilles plastiques recyclées dans la fabrication de nouvelles bouteilles.



# Démocratie

Nous, socialistes parisiens, afficherons clairement les valeurs de défense des droits de l'Homme et les principes fondamentaux qui sont au cœur de la construction de l'Union Européenne. En ce sens, nous défendrons toutes les directives qui protègent la liberté de la presse, la protection des données individuelles.

## Vers une Union européenne exemplaire

### **Créer une haute autorité européenne pour la transparence**

En s'inspirant de la loi sur la transparence de la vie publique votée en 2013, l'Europe doit s'engager à plus de transparence afin de lutter contre les conflits d'intérêts et restaurer la confiance des peuples européens dans ses institutions. Ces missions seraient placées sous la surveillance d'une Haute autorité.

En complément des outils de transparence déjà existants et afin de vérifier l'absence d'enrichissement personnel, les patrimoines des parlementaires et commissaires ainsi que leurs revenus annexes (les activités professionnelles, leurs participations dans des structures privées, engagements bénévoles) devraient être déclarés et accessibles selon des modalités à définir.

### **Rendre les commissions d'enquête du Parlement Européen plus coercitives**

A l'instar de ce qui existe dans la plupart des Parlements, attribuer au Parlement européen, dans le cadre d'une commission d'enquête officielle, le pouvoir légal de convoquer un témoin afin d'entendre son témoignage, sans que celui-ci puisse ni refuser de répondre à la convocation, ni refuser de répondre à chacune des questions posées.

### **Un Parlement européen exemplaire sur les conflits d'intérêt**

Aujourd'hui, 31% des 751 parlementaires européens ont déclaré une activité professionnelle annexe à leur mandat. Ce nombre est en augmentation, ce qui est préoccupant, car ces activités (parfois multiples pour un seul eurodéputé) peuvent être particulièrement rémunératrices, ce qui peut négativement impacter leur implication dans leur mandat, voire créer des conflits d'intérêt avec leur position d'élu.

Le Parlement Européen doit travailler à être plus exemplaire sur la question des conflits d'intérêt. Aussi, comme le propose Transparency International, il convient :

- 1/ de proscrire explicitement toute activité de lobbying, ou apparentée, pour les membres du Parlement Européen pendant la durée de leur mandat ;
- 2/ d'améliorer la précision des informations fournies par les élu-e-s dans leurs déclarations, en permettant notamment de connaître le nom de leurs clients et les sujets sur lesquelles elles et ils travaillent en conformité avec les règles de la RGPD. Il s'agit aussi d'aller plus loin dans le partage des informations sur les activités annexes des parlementaires européen-ne-s, y compris en échangeant avec des structures nationales ;
- 3/ de créer un comité indépendant de contrôle pour mieux enquêter sur des violations de ce type et proposer des sanctions, ce qui n'est pas fait aujourd'hui.

# Vers une démocratie plus approfondie

## Simplifier et utiliser l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE)

Créée par le traité de Lisbonne l'Initiative Citoyenne Européenne donne un droit d'initiative politique direct aux citoyens européens à condition qu'ils soient au moins un million provenant de 7 pays européens. C'est avec le support d'une ICE que le sujet du glyphosate a été abordé par la Commission européenne. Cet instrument de démocratie directe reste cependant peu connu et de mise en œuvre difficile. Seules quatre initiatives ont abouti depuis 2012 !

Avant les élections européennes, le Parti socialiste avec l'appui de ses partenaires européens doit lancer une ICE sur un sujet majeur (par exemple la protection européenne des consommateurs et l'indemnisation des victimes de fraude).

Parallèlement nos élus s'engageront à proposer dans le prochain parlement une simplification du processus et une extension du champ de l'Initiative Citoyenne Européenne.

## Améliorer le fonctionnement du Conseil

Le fonctionnement opaque du Conseil européen nuit non seulement à la démocratie, mais aussi à l'image de l'Union Européenne, car il permet à certains ministres de voter en faveur de textes européens à Bruxelles, puis de tenir sans vergogne un double langage dans leur propre pays en y affirmant que ces mêmes textes sont néfastes. Pour remédier à ce déficit démocratique, le Parti Socialiste doit exiger deux réformes :

- Que le gouvernement français rende régulièrement compte devant le Parlement français des négociations européennes en cours au sein du Conseil de l'UE, et fasse approuver ses positions par le Parlement sur les sujets les plus importants
- Que sur chaque texte, les votes de chaque pays au sein du Conseil de l'UE soient rendus publics afin de permettre à tout citoyen de connaître de manière transparente la position adoptée par son gouvernement à Bruxelles

Nous militerons pour que l'élection du Parlement Européen de 2024 réserve une partie substantielle de ses sièges à des personnes élues sur des listes transnationales, ce qui donnerait son vrai sens au choix du président de la Commission par le Parlement. Celui-ci devrait ainsi légitimement pouvoir mettre en cause la responsabilité de ce président ou la composition de son équipe, ce qui est prévu par les traités, mais que le mode d'élection actuel freine faute de donner aux parlementaires issus de choix nationaux une représentativité suffisante des intérêts généraux de l'Union. Nous militerons également pour qu'un équilibre et une réelle séparation des pouvoirs entre les institutions aient lieu (Conseil et Commission responsables devant le Parlement, augmenter le pouvoir du Parlement).

Nous défendrons la nécessité que les parlementaires européens puissent se réunir en sous-groupes fondés sur leurs légitimités propres, (la zone euro et les coopérations renforcées, comme la défense commune de l'Union) et y voter avec des règles spécifiques adaptées.

Pour renforcer le sentiment d'appartenance à l'Union Européenne, nous créerons un Erasmus Junior qui permette aux élèves du secondaire d'effectuer une partie de leur scolarité dans un des pays de l'UE. Nous militerons également pour une citoyenneté européenne complète qui octroie le droit de vote à l'ensemble des citoyens européens à l'ensemble des scrutins.

